

Pour mettre fin au chaos, l'urgence, c'est la création de postes à la hauteur des besoins et l'arrêt des contre-réformes !

Le ministre Blanquer a aggravé le chaos dans les services, les écoles et les établissements scolaires. Les effectifs surchargés, la dégradation des conditions d'enseignement, cela ne semble pas l'alarmer. Il a rendu 75 millions supplémentaires à Bercy cette année, après les 600 millions d'euros des années précédentes.

Le ministre, responsable de l'aggravation du chaos

Protocoles après protocoles, le ministre Blanquer continue à faire peser sur les personnels la gestion de l'épidémie et à transférer sur eux la responsabilité de la santé publique.

Les directeurs d'écoles sont aujourd'hui contraints de vérifier les tests des élèves, rédiger des courriers aux familles, gérer les ouvertures et fermetures de classes, se confronter aux parents mécontents.

Les professeurs ne sont pas remplacés. Les DSDEN font désormais appel aux retraités !

Les personnels subissent toutes sortes de pressions pour effectuer un enseignement à distance en plus de leurs heures de classes.

Le ministre n'annonce pas le recrutement en urgence de personnels sous statut : administratifs, enseignants, infirmières, médecins... mais au contraire le maintien de toutes les fermetures de classes et de postes annoncées. Il ne propose pas le recrutement sur liste complémentaire. Il ne décide pas la levée de la suspension des personnels non vaccinés, comme les PsyEN, les infirmières ou les médecins, qui manquent partout.

La FNEC FP-FO revendique le recrutement en urgence de personnels sous statut et la création de postes à la hauteur des besoins

Dans le même temps, le ministre multiplie les mesures de mise au pas. C'est le contrôle permanent avec les évaluations d'établissements, les formations constellations, la RH de proximité... Ce ne sont pas les personnels, c'est le ministre qui est responsable de la dégradation de l'École publique.

Les personnels de l'Éducation nationale confrontés au chaos dans les services, les écoles et dans les établissements, générés par les protocoles du ministre, sont épuisés. Ils veulent pouvoir exercer leurs missions. Ils veulent les moyens pour le faire. Ils veulent le maintien du cadre national de l'éducation nationale et de ses services. Ils veulent le maintien de leurs statuts.

Dans cette situation, la FNEC FP-FO appelle les personnels à se réunir, à amplifier les réunions syndicales et les AG dès la rentrée pour dresser les revendications, et construire le rapport de force, ce qui pose la question de la grève, de l'action commune en direction du ministre.

.../...

La FNEC FP-FO revendique :

- Le respect du statut des personnels et le contrôle et la prise en charge des tests des élèves par les agences régionales de santé ;
- L'abandon des protocoles qui placent les personnels dans des situations insupportables ;
- Le recrutement immédiat d'enseignants, de CPE, de PsyEN, d'infirmières, de médecins, d'administratifs sous statut ainsi que d'AED et d'AESH, la titularisation des personnels contractuels qui le souhaitent ;
- L'arrêt des pressions sur les personnels pour les contraindre à effectuer un télé-enseignement ;
- L'abandon des évaluations d'école, d'établissement, des formations imposées (constellations...) et de toutes les mesures de « management » issues du Grenelle.

Montreuil le 14 décembre 2021